



Dépêche 22/03

L'emploi fait les frais des Restrictions budgétaires

En annonçant hier une prévision de 3,4 % de déficits publics, le Gouvernement a décidé des annulations de crédits. Ces mesures confirment sa politique économique qui n'a pas tenu compte de l'augmentation continue du chômage depuis deux ans, sur laquelle la CFDT n'a cessé de tirer le signal d'alarme.

Malgré la dégradation prévisible de la conjoncture économique, le Gouvernement a décidé une baisse des impôts, ciblée sur les plus aisés, contribuant ainsi à renforcer l'épargne au détriment d'une relance de la consommation.

En passant d'un gel de crédits à un processus d'annulation, les crédits de la politique de l'emploi, dont le quart est d'ores et déjà gelé, risquent aujourd'hui d'être purement et simplement annulés. Cela au moment même où les mesures d'aide à l'emploi devraient être renforcées, en particulier pour soutenir l'insertion dans l'emploi des plus fragilisés.

Par ailleurs, pour la CFDT, les déclarations du ministre du Budget selon lesquelles tous les départs à la retraite dans la fonction publique ne seront pas remplacés, sont inacceptables.

La confirmation de telles orientations hypothèquerait lourdement le débat, non encore engagé, sur la réforme de l'Etat, de son rôle et de ses missions. Il en est de même pour la décentralisation et des transferts de compétences et de moyens qu'elle devrait entraîner.

Source : communiqué de presse de la confédération CFDT du 7 mars 2003